



**COLLECTIF
SANTÉ 2017**

FAISONS DE LA SANTÉ UN ENJEU DÉMOCRATIQUE

L'APPEL DES ACTEURS DE SANTÉ AUX CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



« Collectif Santé 2017 » :

Un rassemblement historique des acteurs de la santé pour interpeller les candidats à la présidentielle

L'élection présidentielle est le moment privilégié pour apporter des réponses aux attentes et interrogations des Français. En tête de leurs préoccupations : les questions de santé. Pourtant, cette année encore, la santé est la grande oubliée des programmes électoraux. Privilégiant la sécurité et l'emploi, les candidats négligent à tort le rôle majeur qu'elle joue dans ces deux champs et sous-estiment ses enjeux qui impactent considérablement la vie quotidienne des citoyens et la situation économique de notre pays : démographie médicale, accès aux soins, financement, etc.

Il est légitime que les Français sachent ce que préparent leurs dirigeants en matière de santé !

Pour que la santé retrouve toute sa place au sein des débats, une union exceptionnelle en France s'est officiellement constituée le 19 octobre 2016 : le Collectif Santé 2017. Porteurs de préoccupations et constats partagés entre patients et professionnels du secteur, 12 acteurs majeurs de la santé ont décidé, au-delà de leurs spécificités, d'unir leurs voix afin d'interpeller les candidats à la présidence de la République. Conçu pour alerter l'opinion publique sur l'importance de faire de la santé un véritable pivot du débat politique, ce rassemblement historique est un signal fort à l'attention des candidats : leur engagement doit être à la mesure de cette mobilisation unique et des besoins des Français qui - faut-il le rappeler - sont très attachés à leur système de santé solidaire.

Point d'orgue de cette mobilisation : le manifeste du Collectif Santé 2017 intitulé « Faisons de la santé un enjeu démocratique ». Ce manifeste expose 7 demandes d'engagements qui seront adressées à tous les candidats. Objectif : obtenir qu'ils explicitent leurs convictions en matière de santé, et qu'ils se positionnent clairement sur les grands enjeux de notre système de soins.

Outre le fait de placer la santé au cœur de la campagne présidentielle, le Collectif Santé 2017 a pour objectif de sensibiliser l'ensemble des Français à l'importance de prendre en compte les propositions des candidats en matière de santé avant de déposer leur bulletin de vote dans l'urne. Chacun est invité à apporter son soutien au Collectif Santé 2017 sur le site www.collectifsante2017.fr et sur les réseaux sociaux via le hashtag **#CollectifSante2017**.

Les 12 membres fondateurs du manifeste

À l'heure actuelle, le Collectif Santé 2017 regroupe 4 catégories d'acteurs de santé : les patients et les usagers, les professionnels de santé (médecins, pharmaciens), le secteur hospitalier et médico-social et les industriels.

Ce collectif a vocation à travailler dans la durée et à s'ouvrir à toutes les sensibilités. En effet, il entend recenser toutes les promesses qui seront formulées par les candidats et participer à leur visibilité afin de permettre à chacun, notamment aux différents signataires du manifeste, de les analyser, commenter et critiquer à l'aune de ses propres positions et réflexions. Composé de 12 membres fondateurs, le Collectif est ouvert aux associations, fédérations, et syndicats qui souhaitent s'associer à la démarche.

Patients et usagers :

- **CISS** : Collectif Interassociatif Sur la Santé

Professionnels de santé :

- **CSMF** : Confédération des Syndicats Médicaux Français
- **FSPF** : Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France
- **MG France** : Fédération française des médecins généralistes
- **SML** : Syndicat des Médecins Libéraux
- **USPO** : Union des Syndicats des Pharmaciens d'Officine

Secteur hospitalier :

- **FHP** : Fédération de l'Hospitalisation Privée
- **FNEHAD** : Fédération Nationale des Établissements d'Hospitalisation à Domicile

Secteur industriel :

- **FEFIS** : Fédération Française des Industries de Santé
- **LEEM** : Syndicat des Entreprises du Médicament
- **SIDIV** : Syndicat de l'Industrie du Diagnostic In Vitro
- **SNITEM** : Syndicat National de l'Industrie des Technologies Médicales

L'ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES



Danièle DESCLERC-DULAC, Coprésidente du Collectif Interassociatif Sur la Santé (CISS)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

Il est important de montrer que l'ensemble des acteurs de santé, du fournisseur de soin jusqu'à l'utilisateur et son environnement, partagent de nombreux constats sur l'urgence des réformes pour faire évoluer notre système de santé vers plus de lisibilité et d'efficacité. Les propositions portées par les différents signataires du Manifeste peuvent diverger, mais nous nous retrouvons sur l'approche qui doit permettre le changement : faire en sorte que ces propositions soient débattues, notamment dans le cadre de la campagne présidentielle, pour amener les candidats à expliciter clairement leurs intentions vis-à-vis des chantiers à mettre en œuvre pour favoriser la promotion de la santé au sens large.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Je vois dans le fait de placer la santé au cœur des politiques publiques un engagement fondamental qui doit marquer une réelle évolution dans l'approche des enjeux sanitaires au 21^{ème} siècle. La santé, ce n'est pas que le soin... même si celui-ci y occupe une place essentielle. La santé est aussi et surtout affectée tout au long de la vie de chacun par l'éducation, l'environnement, les conditions de vie et de travail et c'est en cela que chaque politique publique doit intégrer une prise en compte de ses répercussions sanitaires. Ensuite, je suis convaincue que de nombreux engagements sont interdépendants, notamment ceux touchant à l'évolution du système tant vis-à-vis de son financement que de son organisation. Je tiens notamment à souligner l'importance d'une réflexion à mener avec sérénité et courage, entre tous les acteurs que nous sommes autour de ce Manifeste, quant aux « soins et actes inutiles » voire préjudiciables à la santé. Cela me semble être une piste incontournable pour améliorer les soins et leur organisation, tout en libérant des ressources pour financer le changement et l'accès aux innovations.



Jean-Paul ORTIZ, Président de la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

Ce collectif a le mérite de réunir des acteurs de santé d'horizons différents. Il ne pouvait exister sans les médecins qui sont au centre de la coordination du système de santé. La CSMF, premier syndicat des médecins libéraux, généralistes et spécialistes, soutient cette démarche car tous ensemble, nous serons plus forts pour faire de la santé un enjeu essentiel du débat des présidentielles.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

L'engagement n°3 « reconnaître la place des acteurs de santé » est essentiel pour la CSMF. Il est fondamental de replacer les acteurs de santé au centre du dispositif. Aujourd'hui, le système de santé connaît une dérive bureaucratique qui pénalise tous les acteurs de santé, mais surtout les patients. L'administration s'entête dans un fonctionnement vertical, du haut vers le bas, alors qu'il faut faire l'inverse et encourager les initiatives sur le terrain. Les politiques de santé seront plus efficaces lorsqu'elles partiront des expériences réelles et s'appuieront sur les acteurs de santé qui construisent au quotidien la médecine de proximité. L'Etat ne doit pas être un obstacle et concrétiser le « virage ambulatoire » afin d'éviter les recours inutiles à l'hôpital, affiner la pertinence des actes médicaux et améliorer la prise en charge des patients, notamment ceux qui souffrent de plusieurs pathologies et de maladies chroniques.



Jean-Luc BELINGARD,
Président de la Fédération
Française des Industries
de Santé (FEFIS)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

La Santé doit être un thème majeur et mobilisateur des élections présidentielles.

C'est l'objet de ce collectif qui réunit les principaux acteurs de ce domaine. Les industries de santé que la FEFIS représente sont des acteurs de santé publique essentiels, au côté du corps médical, au service des patients. Dans ce contexte, il m'a semblé fondamental que la FEFIS rejoigne cette initiative inédite.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Notre pays est et doit rester un modèle mondial en matière de santé tant pour l'universalité de l'accès au système de santé que pour l'excellence des soins prodigués.

Dans cette perspective, il est fondamental que les candidats s'engagent à considérer l'ensemble du secteur de la santé comme un secteur stratégique pour notre pays, et à envisager la santé comme générateur d'emplois et d'investissements. Les réformes ne seront menées à bien que si la voix de toutes les parties prenantes est effectivement entendue et prise en compte. Cela passe sans doute par une gouvernance réformée et une gestion pluriannuelle.



Lamine GHARBI, Président
de la Fédération de
l'Hospitalisation Privée
(FHP)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

Cette démarche correspond à la philosophie d'action de la Fédération de l'Hospitalisation

Privée : pour relever les défis en santé qui nous attendent, les acteurs de santé doivent pouvoir, quand les circonstances l'exigent, parler d'une seule voix et délivrer des messages forts. La période politique qui s'ouvre est cruciale pour notre pays et la santé doit figurer parmi les thèmes prioritaires portés par les candidats : les Français le souhaitent.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Impulser et accompagner la mutation du système est un engagement majeur de cet appel aux candidats. Cela suppose de promouvoir l'efficacité, à savoir l'impératif de proposer au patient le meilleur service de santé au meilleur coût, et de donner vraiment toutes les impulsions nécessaires pour l'accès et la diffusion de l'innovation. Deux autres axes me semblent fondamentaux : faire confiance aux acteurs de santé pour répondre aux besoins en santé des citoyens au plus près des territoires, en misant sur la complémentarité, et enfin donner une visibilité pluriannuelle au financement du système.

L'ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES



Elisabeth HUBERT,
Présidente de la
Fédération Nationale
des Etablissements
d'Hospitalisation à
Domicile (FNEHAD)

Pourquoi avoir décidé d'être membre de ce collectif ?

C'est naturel pour l'hospitalisation à domicile de « jouer collectif » et de travailler avec d'autres acteurs du secteur de la santé. Le propre de l'HAD, c'est d'être à l'interface de l'hôpital et de l'ambulatoire, du sanitaire et du social.

La FNEHAD partage l'idée exprimée dans ce collectif, qui regroupe des organisations multiples, représentant des professions, des secteurs et des sensibilités très différents, que notre système de santé est à un tournant, et que tout candidat à la Présidence de la République doit se saisir de ce sujet majeur.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Impulser et accompagner la mutation du système de santé me semble être un engagement essentiel. Le virage ambulatoire a été consacré juridiquement. Il s'agit désormais de donner pleinement corps à ces dispositions sans nécessairement multiplier les dispositifs nouveaux, mais en s'appuyant sur l'existant pour construire aujourd'hui une coordination réellement opérationnelle de l'ensemble des acteurs du parcours de soins, autour du patient. Forte d'une longue expérience en matière d'évaluation et de coordination, l'HAD est un outil éprouvé, qui peut contribuer à accompagner ce changement.

Le changement doit également être numérique. Les nouvelles technologies offrent de nouvelles opportunités pour faciliter la coordination et réduire les inégalités d'accès aux soins. Les avancées sont aujourd'hui encore trop timides.



Philippe GAERTNER,
Président de la
Fédération des Syndicats
Pharmaceutiques de
France (FSPF)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

Le rôle principal de ce collectif est d'inciter les candidats à mettre la santé au cœur de leurs préoccupations. Nous avons connu des élections où la santé était complètement absente des débats. Aujourd'hui cela fait partie des préoccupations des Français et il est essentiel que la santé ne soit pas considérée uniquement comme un coût mais aussi comme un investissement d'avenir. La participation à ce collectif est pour nous une évidence : c'est la force d'un regroupement aussi large et représentatif que ce collectif qui peut permettre de faire réagir les politiques, de modifier leur perception et de les convaincre de la nécessité de construire un projet d'avenir pour la santé.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

La notion de territoires et l'approche territoriale de la santé sont extrêmement importantes pour nous car cette approche est la garantie de l'accès aux soins pour l'ensemble des patients. Ces notions font également appel à toutes les forces vives de la santé : les professionnels libéraux, les hospitaliers et, de manière plus large, l'ensemble des acteurs de santé. Il est donc essentiel que nos politiques reconnaissent la place de chaque acteur et nous donnent les moyens individuels et collectifs de réussir pour l'avenir de la santé.



Patrick ERRARD,
Président du Syndicat
des Entreprises du
Médicament (LEEM)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

La France est confrontée à des enjeux majeurs en termes de santé publique et d'organisation des soins. Nous devons réfléchir collectivement pour permettre au pays de prendre à bras-le-corps ces enjeux, pour nous et pour les générations qui viennent. Il est indispensable que les patients d'aujourd'hui, mais aussi nos enfants, puissent bénéficier de toutes les innovations technologiques et de tous les progrès thérapeutiques, dans un modèle financièrement soutenable, sans que cela remette en question notre modèle français, qui reste l'un des meilleurs au monde.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

L'engagement le plus important de ce manifeste est de pouvoir interpeller le politique sur la question fondamentale de la soutenabilité et de l'organisation du système de soins. Les différentes mesures proposées aux futurs candidats permettent à chacun d'entre eux de se déterminer par rapport à ces sujets. C'est tout le sens de notre rassemblement : obtenir de nos politiques une réponse claire à des questions extrêmement importantes pour assurer, aujourd'hui et demain, la santé de nos concitoyens.



Claude LEICHER, Président
de MG France, Fédération
française des médecins
généralistes.

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

Interpeler les candidats à la présidentielle est du ressort de chaque structure sur le champ qui lui est propre, mais il est particulièrement opportun que les plus importants organismes représentatifs du monde de la santé, puissent porter des demandes communes. C'est le sens de la présence de MG France, 1er syndicat de généralistes au sein de ce collectif.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

L'organisation des soins primaires est le point central de tous les systèmes de santé dans le monde. En France aussi, mais avec retard, c'est devenu un objectif pour les pouvoirs publics : première étape en août 2004, avec la création du médecin traitant. Deuxième étape, en janvier 2016, avec la définition de l'équipe de soins primaires organisée autour du médecin généraliste traitant. Continuité donc sur les objectifs, mais sans les moyens, d'où les déserts médicaux. Il faut donc investir sur les soins primaires ambulatoires, investir pour permettre une meilleure utilisation des autres acteurs, en particulier de l'hospitalisation qui croule sous des demandes qui doivent être gérées ailleurs. Il n'y a aujourd'hui aucune autre alternative pour conserver et un accès aux soins égal pour tous, et une solidarité face au risque maladie.

L'ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES



Patrick BUGEON, Président du Syndicat de l'Industrie du Diagnostic In Vitro (SIDIV)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

Nous avons décidé de participer à ce collectif car nous partageons tous le sentiment qu'il faut réformer le système de santé notamment en ce qui concerne son fonctionnement et son financement dans l'intérêt des patients et des parties prenantes.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Le plus important pour nous est de reconnaître la place de tous les acteurs de santé : le fonctionnement de la santé est devenu complexe au fil du temps et nous constatons que bien des décisions sont prises sans concertation avec les parties prenantes. Nous demandons donc aux candidats de travailler en concertation avec toutes les parties prenantes pour la refonte du système de santé que nous préconisons ainsi que pour toute décision stratégique qui pourrait avoir des conséquences sur son fonctionnement.



Eric HENRY, Président du Syndicat des Médecins Libéraux (SML)

Pourquoi avez-vous décidé d'être membre de ce collectif ?

En 2015, nous avons été à l'origine d'un collectif « Le mouvement pour la santé de tous » et nous avons réussi à agréger de nombreux syndicats. De voir apparaître un nouveau collectif avec de nouveaux acteurs comme les établissements de santé, etc. nous avons trouvé cela très positif. La sincérité de ce groupe ne pourra pas être mise en doute car elle réunit l'ensemble du panel du monde de la santé. C'est cette force-là qui poussera le politique à entendre le message et qui lui fera modifier sa perception de la santé et l'obligera à écrire un grand projet pour demain.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Le premier engagement « Mettre le thème de la santé au cœur de la campagne » nous paraît le plus important. Depuis deux campagnes électorales, le thème de la santé est passé à la trappe. Nous espérons que pour celle-ci, ce ne sera plus le cas. Nous allons demander à chaque candidat ses priorités en santé car c'est un thème transversal qui traversera les générations, ce n'est pas un thème à la mode.

Il faut vraiment refonder le système de santé français. Cette refondation doit passer par une gouvernance libérale de la santé dans les territoires. Ce que nous demandons, c'est que la santé et cette idée forte de la gouvernance libérale se retrouvent en troisième position dans les priorités des candidats après la sécurité et l'emploi.



Stéphane REGNAULT,
Président du Syndicat
National de l'Industrie des
Technologies Médicales
(SNITEM)

**Pourquoi avez-vous décidé
d'être membre de ce collectif ?**

Nous partageons la conviction que la France est et doit rester un grand pays en matière de santé, mais que son modèle est aujourd'hui menacé. Nous espérons que l'émergence d'une même voix permettra d'interpeller les candidats sur la perte de vitesse déjà constatée de notre système de santé. La mobilisation historique des membres de ce collectif souligne l'urgence et l'importance de cette prise de conscience.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Il faut accompagner la mutation du système de santé induite par les nouvelles technologies. La technologie seule ne peut rien si le système et les utilisateurs ne sont pas en mesure de la recevoir. On le voit bien concernant l'apport de l'e-santé, qui est considérable tant pour le patient que pour l'efficacité du système. Mais pour cela, il faut faire évoluer l'organisation et les modes de financement pour accueillir cette révolution.



Gilles BONNEFOND,
Président de l'Union des
Syndicats de Pharmaciens
d'Officine (USPO)

**Pourquoi avez-vous décidé
d'être membre de ce collectif ?**

Nous avons décidé d'être membre de ce collectif car, lorsque l'on parle de santé, la pharmacie est concernée au premier plan (quatre millions de personnes passent tous les jours dans les pharmacies). L'objectif est d'avoir un débat autour de la santé et notamment du médicament, mais aussi de porter un message commun avec l'ensemble des acteurs qui s'occupe de la santé. L'association des patients à cette démarche était également particulièrement importante pour nous.

Parmi les engagements du manifeste, quel élément souhaitez-vous mettre en exergue et pourquoi ?

Nous avons besoin d'un vrai débat sur l'organisation de la santé. Les responsables politiques appréhendent trop les problématiques de santé sous l'angle du déficit et la manière dont il faudrait le combler. Pourtant la santé va au-delà de cela : c'est un équilibre dans la société, c'est avoir l'ensemble de la population - âgée et jeune - en bonne santé. Afin de maintenir cet équilibre, nous devons relever ensemble plusieurs défis (vieillesse de la population, accroissement des maladies chroniques...) mais également permettre une meilleure organisation de la sortie hospitalière et développer la prévention. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une véritable stratégie pluriannuelle plutôt que de se focaliser sur un objectif de dépenses de santé tous les ans avec des coups de rabots qui ne structurent pas l'évolution de l'organisation de la santé.

Qui est à l'initiative de ce projet ?

Nos organisations se rencontrent très souvent, de manière plus ou moins informelle, et les occasions d'échanger ne manquent pas. L'idée de ce collectif a germé, et il est vrai que des organisations membres du collectif ont pu jouer un rôle plus moteur que d'autres. Mais il n'y a aucune revendication de paternité de quiconque, et aucun leadership. L'essentiel est que le constat sur lequel se fonde notre collectif a été spontanément partagé par chacun de nous.

Pourquoi avoir décidé de constituer ce Collectif ?

La santé est un sujet majeur, qui n'est jamais – ou très rarement – évoqué dans le débat politique. Or, nous avons le sentiment d'être aujourd'hui à un tournant, avec des modèles politiques, économiques, organisationnels, proches de l'épuisement. Nous sommes tous conscients qu'il faut arrêter de réfléchir en silos, et qu'il faut, sur des sujets aussi importants que l'avenir de la santé, savoir sortir des problématiques sectorielles pour porter un message commun. Les Français ont le droit de savoir ce que préparent – ou ne préparent pas ! – leurs dirigeants politiques en matière de santé.

Le Collectif a-t-il un statut juridique (association loi 1901)?

Notre collectif n'est pas une intersyndicale, il n'est pas une fédération qui serait porteuse d'intérêts sectoriels ou professionnels communs. Il est une instance exceptionnelle d'interpellation, et nous avons voulu conserver à cette démarche toute sa spontanéité.

Comment est financé ce collectif ? Quelle répartition entre les signataires ? N'est-ce pas une action de lobbying pour les industriels ? Pour les syndicats présents (pharmaciens et médecins) ?

Cela fait partie des principes essentiels de ce mouvement : chacun contribue à part égale, ou dans la mesure de ses capacités, au financement de nos actions. Les cyniques diront peut-être que le Collectif Santé 2017 est une démarche de lobbying de telle ou telle organisation, que ce rassemblement est « trop beau pour être honnête ». Nous les laissons à ces jugements. Faire vivre un message collectif est une entreprise difficile, exigeante, ambitieuse, qui oblige chacun de nous à mettre provisoirement de côté ses revendications propres : nous sommes tous convaincus que cette démarche est nécessaire, et nous sommes fiers d'y être parvenus.

Les signataires ont de nombreuses divergences, ce manifeste ne risque-t-il pas d'être une coquille vide vous rassemblant uniquement sur le plus petit dénominateur commun et non autour de mesures très concrètes ?

Tout l'enjeu de notre démarche a d'abord consisté à dégager des principes assez spécifiques pour engager le politique, tout en étant assez généraux pour ne pas risquer la division du collectif. Aussi étonnant que cela puisse paraître, nous y sommes parvenus sans trop de mal. Une élection présidentielle, c'est l'occasion de mettre sur la table les grands principes de société sur lesquels nous voulons engager le pays. Et sur ces grands principes, les Français ont le droit d'être éclairés !

Certains signataires manquent à l'appel, et sont pourtant des acteurs importants de la santé : les chirurgiens-dentistes, les infirmiers, les Ordres professionnels, etc. pourquoi ?

Le Collectif Santé 2017 s'est agrégé autour d'un noyau dur d'une douzaine d'organisations professionnelles ou associatives. Il n'a pas été matériellement possible d'inclure dans la réflexion l'ensemble des acteurs, car nous étions en mode projet. Mais le mouvement est ouvert, et nous serions heureux d'accueillir les professions et secteurs légitimes dans le champ de la santé et qui se reconnaîtraient dans nos principes.

L'hospitalisation publique n'est pas représentée au sein du collectif : pourquoi ?

L'hospitalisation publique a été sensible à notre démarche, et nous avons partagé avec ses représentants une partie de la réflexion. Pour des raisons qui lui appartiennent, elle n'a pas choisi pour le moment de prendre une part active à ce mouvement, ce qu'évidemment nous regrettons. Mais nous sommes convaincus que les principes que nous défendons sont naturellement en phase avec les constats et les préoccupations des acteurs de l'hospitalisation publique.

On remarque l'absence des mutuelles (payeurs) au sein du Collectif, comment expliquez-vous cela ? Ont-ils refusé de répondre à l'appel ou n'ont-ils tout simplement pas été approchés ?

La famille des payeurs joue un rôle évidemment très important dans la détermination des politiques de santé. Mais dans la mesure où il était difficilement envisageable de proposer le principe de cette démarche d'interpellation à l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire), nous ne pouvons pas davantage, pour des raisons de « symétrie de forme » le proposer non plus à l'AMC (Assurance Maladie Complémentaire). Cela ne nous empêche pas d'accueillir avec beaucoup de respect et d'intérêt le point de vue des payeurs dans le débat.

Le Collectif survivra-t-il à la présidentielle ?

Après la présidentielle viendront les Législatives, et nous savons que la mise en œuvre du programme du président nouvellement élu dépendra beaucoup du travail législatif. Nous saurons donc nous rappeler au souvenir des partis politiques lorsque viendra le temps de la campagne législative et le démarrage d'une nouvelle mandature.

Pourrez-vous travailler main dans la main dans la durée ? Comment cela va-t-il se concrétiser (études, sondages, autre manifeste, etc.) ?

Les moyens financiers de notre collectif sont limités, et chacun de nous a aussi à défendre les revendications spécifiques à ses métiers, à ses publics et à ses missions. Mais nous avons le désir, autant que possible, de rester mobilisés sur nos principes communs. Comment ? Il est trop tôt pour le dire.

A quels candidats le manifeste sera-t-il envoyé ?

Ce manifeste est envoyé à l'ensemble des candidats, qu'il s'agisse des candidats à des primaires ou des candidats directs à la magistrature suprême. Il est naturel que chacun d'entre eux, quoi qu'on pense de ses idées, soit interpellé.

Le Collectif est-il à même d'aider les candidats à construire ce projet d'envergure que vous souhaitez ?

Nous croyons à la démocratie sanitaire, à l'intelligence du terrain, et nous sommes évidemment tous partisans, individuellement ou ensemble, de contribuer à changer le système. Cessons de voir les patients, les professionnels, les acteurs de terrain, comme des centrales de revendication. La revendication est noble, elle est légitime, mais nous sommes aussi des acteurs de la transformation.

Les programmes des candidats sont traditionnellement centrés sur la sécurité et l'emploi, comment comptez-vous les persuader de donner une place de choix à la santé ?

Chacun de nous est convaincu de l'importance de ces thématiques que sont la sécurité et l'emploi. Mais cette campagne présidentielle ne consiste pas à désigner un président de l'Emploi ou un président de la Sécurité. Elle consiste à élire celui ou celle qui conduira la politique du pays dans toutes ses dimensions. Or la santé, sujet intime par excellence, est aussi un sujet éminemment collectif.

Vous dites qu'il faut de l'ambition, de la volonté, de la cohérence pour libérer l'énergie créatrice des acteurs, que reprochez-vous aux politiques passées en matière de santé qu'elles soient de gauche comme de droite ?

La politique du rabot conduite, ces dernières années, au travers des lois de financement de la Sécurité sociale, a fragilisé tous les acteurs de la santé et compromis la capacité du système à engager sa mutation. L'enfermement de la décision politique dans l'annualité des lois de financement finit par désespérer l'ensemble des acteurs de la santé, sans atteindre de manière décisive l'objectif recherché de retour à l'équilibre des comptes sociaux. C'est cette vision court-termiste, souvent nimbée de considérations excessivement techniques, que nous voulons bousculer pour « reprendre de la hauteur ».



Contacts presse

Catherine Gros - catherine.gros@prpa.fr – 01 46 99 69 60

Laureen Bonnet - laureen.bonnet@prpa.fr – 01 46 99 69 64 / 06 26 66 09 07

@CollectifSante **#collectifsante2017** **www.collectifsante2017.fr**